

Intitulé du poste : rédacteur au bureau de l'expertise juridique (section exécution et application des peines)

Direction : Direction de l'administration pénitentiaire

Affectation : Service de l'administration / Sous-direction de l'expertise / Bureau de l'expertise juridique

Statut : Agent de catégorie A

Informations générales

Corps / Grade :	Conseillers pénitentiaire d'insertion et de probation			Date de publication :	xx/xx/xxxx	
Domaine fonctionnel RMFP :	XXX				Date de fin de publication :	xx/xx/xxxx
Emploi-référence RMFP :	XXX				N° de poste :	
Groupe IFSE :	XXX	NBI : X points				
Poste vacant <input checked="" type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input type="checkbox"/>						
Durée d'affectation attendue sur le poste :	2 ans					

Localisation administrative et géographique

Localisation administrative : 13 place Vendôme – 75042 PARIS CEDEX 01

Localisation géographique : 35 rue de la Gare - 75019 Paris (Millénaire 3 – porte d'Aubervilliers)

Description du poste

Le rédacteur est le référent de thématiques relevant de l'activité de la section de l'exécution, de l'application des peines et des greffes pénitentiaires, comprenant également le pré-sentenciel sous la supervision du chef de section. Il est chargé de :

- réaliser des expertises juridiques majoritairement concernant les mesures de sûreté, en droit de l'application et de l'exécution des peines ;
- rédiger des projets de réponse aux demandes de consultations juridiques adressées par les directions interrégionales des services pénitentiaires (notamment les services des greffes pénitentiaires / référents interrégionaux des greffes) et par les autres bureaux de la direction de l'administration pénitentiaire ;
- instruire les demandes indemnitaires préalables des personnes détenues ou des tiers concernés (précontentieux) ;
- participer aux travaux de rédaction des pratiques professionnelles des greffes pénitentiaires ainsi que des textes normatifs (lois, décrets, circulaires, notes...) en lien le cas échéant avec la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) et la direction des affaires civiles et du sceau (DACS) ainsi que d'autres directions et services de l'Etat ;
- participer à des groupes de travail (notamment au plan d'amélioration de la qualité de fonctionnement des greffes pénitentiaires) ainsi qu'à des réunions avec d'autres directions du ministère de la justice (DACG, DACS etc) ou d'autres directions et services de l'Etat.

Nombre d'agents à encadrer : 0

☐ A ☐ B ☐ C ☒ Sans objet

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

Poste soumis à une habilitation au Secret de la défense nationale

OUI ☐

NON ☒

Moyens mis à votre disposition : Ordinateur portable

Les activités du service

Présentation de la direction de l'administration pénitentiaire :

L'administration pénitentiaire, sous l'autorité de la garde des sceaux, ministre de la justice, et avec le concours des autres services de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées, assure le service public pénitentiaire ; à ce titre, elle participe à l'exécution des décisions pénales, elle contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique, dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues.

Elle est l'une des cinq directions du ministère de la justice. Son budget annuel s'élève à 3,6 milliards d'euros, dont près de 1,3 milliards hors titre 2. Elle emploie près de 41 000 agents. Outre l'administration centrale, 188 établissements pénitentiaires et 103 services pénitentiaires d'insertion et de probation constituent ses services déconcentrés, répartis en dix directions interrégionales ; elle compte en outre deux services à compétence nationale, l'Agence nationale du TIG et de l'insertion professionnelle et le service national du renseignement pénitentiaire, ainsi qu'une école de formation (ENAP). Elle prend en charge plus de 250 000 personnes, dont environ 170 000 en milieu ouvert et près de 80 000 placées sous écrou.

Missions et organisation du bureau de l'expertise juridique

Au sein du service de l'administration, le bureau de l'expertise juridique constitue l'un des quatre bureaux de la sous-direction de l'expertise. Structuré en deux sections et deux pôles, il :

- participe à l'élaboration des normes relatives aux compétences, à l'organisation et à l'activité des services pénitentiaires ;
- contribue à l'élaboration du droit et de la politique d'exécution des peines et mesures privatives et restrictives de liberté en liaison avec la direction des affaires criminelles et des grâces ;
- conduit les études juridiques et conseille les établissements et services ;
- définit, en liaison avec la direction des services judiciaires, les référentiels des pratiques professionnelles applicables dans les greffes pénitentiaires ;
- coordonne, en liaison avec le secrétariat général, le recueil des éléments permettant d'instruire les réponses aux recours contentieux ;
- instruit les demandes précontentieuses indemnitaires concernant les personnes détenues, les personnes suivies en milieu ouvert ainsi que les tiers concernés ;
- veille au respect de la loi informatique et libertés pour les applicatifs nationaux et locaux.

Le bureau de l'expertise juridique comprend la section du droit pénitentiaire, la section judiciaire (application/exécution des peines) et du greffe pénitentiaire, le pôle du suivi du contentieux ainsi que le pôle informatique et libertés. Les sections sont supervisées par un chef de section, et les pôles sont directement supervisés par la chefferie de bureau.

Composition et effectifs du service

L'équipe du bureau est constituée de onze personnes appartenant principalement au corps des magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, des directeurs des services pénitentiaires, des attachés d'administration et de contractuels. Le secrétariat est mutualisé pour la sous-direction.

Votre hiérarchie

Le rédacteur est supervisé par le chef de section.

Vos interlocuteurs métiers

Les interlocuteurs sont principalement les autres directions du ministère de la justice (DACG, DACS, DPJJ et DSJ). Au sein de la direction de l'administration pénitentiaire, les interlocuteurs principaux sont les sous-directions métiers (sécurité pénitentiaire, insertion et probation) et les services déconcentrés (directions interrégionales des services pénitentiaires, notamment les référents interrégionaux des greffes et les services du droit pénitentiaire).

Votre profil

Vos principales compétences à mettre en œuvre

Connaissances	Savoir-faire	
Bonnes connaissances juridiques, notamment en droit de l'exécution et de l'application des peines	Bon esprit d'analyse et de synthèse	
Intérêt pour les questions relatives aux politiques publiques pénitentiaires	Qualités rédactionnelles	
Intérêt pour la légistique		
Savoir-être		
Sens de la réactivité, de l'organisation et de la rigueur		
Goût marqué pour le travail en équipe		

Expériences professionnelles antérieures souhaitées

Offres de formation associées à votre prise de poste


Perspectives d'évolution professionnelle

Informations complémentaires

Organisation de travail : 2 jours de télétravail hebdomadaires possibles

Restauration : restaurant collectif

Accessibilité en transport / Parking : RER E – Tramway 3b / Parking possible

Vos contacts pour déposer une candidature		La procédure de votre recrutement
Renseignements et candidature		Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Pierre Besse Chef du bureau de l'expertise juridique Poste : 01.70.22.82.22 Pierre.besse @justice.gouv.fr 		
Gwenaël Le Trépuec Chef de la section exécution et application des peines Poste : 01.70.22.78.46 Gwenael.letrepuec @justice.gouv.fr		

Vous voulez en savoir plus ?

<http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>